Impôt sur les sociétés concernées et taux d'imposition

Vérfié le 01 janvier 2022 - Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre), Ministère chargé des finances

L'impôt sur les sociétés (IS) est prélevé sur les bénéfices réalisés au cours d'un exercice annuel par les entreprises exploitées en France. L'entreprise doit faire une déclaration et payer l'IS à dates fixes. L'IS peut être augmenté de la contribution sociale.

Entreprises concernées

Imposition obligatoire

- Sociétés anonymes (SA)
- Sociétés à responsabilité limitée (SARL)
- Sociétés en commandite par actions (SCA)
- Sociétés par actions simplifiées (SAS)
- Sociétés d'exercice libéral (SEL, SELARL)
- Syndicats professionnels (sauf pour leur activités portant sur l'étude et la défense des droits et intérêts de leurs membres)

Imposition optionnelle

L'IS est une option facultative (mais définitive) pour les entreprises et sociétés suivantes :

- Entrepreneur individuel en EIRL
- Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL)
- Sociétés en nom collectif (SNC)
- Sociétés en participation
- Sociétés civiles ayant une activité industrielle ou commerciale
- Sociétés créées de fait

À savoir

Pour les exercices clos depuis le 31 décembre 2019, les EIRL et les sociétés de personnes et assimilés peuvent renoncer à cette option jusqu'au 5^e exercice suivant celui au titre duquel elle a été exercée. La renonciation doit être notifiée aux services des impôts.

Bénéfices taxés

L'entreprise est imposable sur les bénéfices réalisés en France au cours de l'exercice annuel. Les bénéfices réalisés à l'étranger par le biais de succursales ne sont pas soumis à l'IS.

Le montant du bénéfice à déclarer chaque année est celui réalisé dans tous ses établissements français de la société.

Chaque société paye l'IS sur ses propres bénéfices.

Cependant, en cas d'option pour le régime de groupe (régime d'intégration fiscale), une société mère peut intégrer dans ses bénéfices imposables ceux de ses filiales dont elle contrôle au moins **95 %** du capital. La société mère paie alors l'IS sur l'ensemble des bénéfices du groupe.

À savoir

Pour les exercices clos à partir du 31 décembre 2019, les bénéfices provenant de l'exploitation de satellites de communication par une entreprise installée en France ne sont pas considérés comme des bénéfices réalisés en France et ne sont donc pas imposés à l'IS.

Taux normal (26,5% et 27,5%)

Pour les exercices ouverts **du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021**, le taux normal de l'IS est de **26,5 %** sur la totalité du résultat fiscal.

Les entreprises ayant réalisé un chiffre d'affaires d'au moins **250 millions €** au cours de ces mêmes exercices bénéficient d'un taux de **27,5 %**.

À savoir

Pour les exercices du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022, le taux unique de l'IS est de **25 %**.

Les organismes à but non lucratif sont soumis à des taux spécifiques :

- **24 %** pour les revenus du patrimoine (locations immobilières, bénéfices agricoles, par exemple)
- **10 %** pour les revenus mobiliers (obligations, par exemple)

Taux réduit (15% et 26,5% en fonction de seuils)

Les taux réduits concernent les PME qui répondent aux 2 conditions suivantes :

- CAHT inférieur à **7,63 millions €**
- Capital entièrement reversé et détenu à au moins **75 %** par des personnes physiques (ou par une société appliquant ce critère)

Le taux de **15 %** s'applique sur la tranche inférieure à **38 120 €** de bénéfices.

Le taux de **26,5 %** s'applique pour l'exercice ouvert à partir du 1^{er} janvier 2021 au-delà de **38 120 €** de bénéfices. Ce taux sera de **25 %** pour les exercices ouverts à partir de janvier 2022.

À savoir

Pour l'exercice ouvert à partir de janvier 2021, les taux réduits s'appliquent aux PME dont le CAHT est inférieur à **10 millions €**.

Taux des plus-values immobilières

Le taux réduit de **19 %** concerne les plus-values de cessions d'immeubles, de droits réels immobiliers (exemple : droit de propriété), de titres de sociétés à prépondérance immobilière ou de droits afférents à un contrat de crédit-bail immobilier (<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F23220>) . Toutes ces cessions doivent cependant être faites au profit de certaines sociétés.

Ce taux s'applique uniquement quand l'entreprise s'engage à conserver l'immeuble (ou les titres ou les droits) pendant 5 ans.

Une copie de l'engagement, constaté par écrit, doit accompagner la déclaration de résultat de la personne qui cède l'immeuble dans certains cas (notamment quand il s'agit d'une société d'investissement immobilier cotée à sa filiale).

La valeur des immeubles cédés ne peut pas dépasser **30 %** de la valeur des immeubles encore compris dans l'actif de la société qui est locataire de l'immeuble dans un contrat de crédit-bail (*crédit-preneuse*).

TPE et PME, vous avez un projet, une difficulté, une question du quotidien ?

Service public simple et rapide : vous êtes rappelé par LE conseiller qui peut vous aider.

Échanger avec un conseiller sur **Place des Entreprises** (https://place-des-entreprises.beta.gouv.fr/?pk_campaign=entreprendre&pk_kwd=fiche)

Textes de loi et références

Code général des impôts : articles 205 et 205A (<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idArticle=LEGIARTI000006303408&idSectionTA=LEGISCTA000006162528&cidTexte=LEGITEXT000006069577>)
Calcul et taux de l'IS : personnes imposables, exonérations

Code général des impôts : article 235 ter ZAA (<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGISCTA000025918975>)
Contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés

Code général des impôts : article 246 et 247 (<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000038157459&cidTexte=LEGITEXT000006069577>)
Bénéfices des exploitations de satellites de communication

IS - Contribution exceptionnelle sur l'IS (<http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/6849-PGP.html>)

Questions ? Réponses !

Comment déterminer le résultat fiscal d'une entreprise ? (<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F31909>)

Voir aussi

Charges déductibles ou non du résultat fiscal d'une entreprise (<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F31973>)

L'essentiel sur l'impôt sur les sociétés (<https://www.impots.gouv.fr/portail/professionnel/imposition-des-resultats>)
Ministère chargé des finances